

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines

Rodez, le 24/06/2022

ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAS GRANIER

Puech Caout
12230 STE EULALIE DE CERNON

Références : n° 12-CARMIN-2022-28

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement SAS GRANIER implanté Puech Caout 12230 STE EULALIE DE CERNON. L'inspection a été annoncée le 18/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GRANIER
- Puech Caout 12230 STE EULALIE DE CERNON
- Code AIOT dans GUN : 0006803052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 9 janvier 2007. Sa production maximale autorisée est de 30 000 tonnes par an pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement APMD n°2020-10-20-004 du 20 octobre 2020
- Gestion des eaux de ruissellement
- Pollution accidentelle
- Extraction et plan de phasage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Eaux de ruissellement extérieures	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 23	/	Sans objet
Qualité des eaux de la source	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extraction	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 15.4.1	/	Sans objet
Eau de découpe	Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.1	/	Sans objet
récolement arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/10/2020, article 1	/	Sans objet
récolement arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/10/2020, article 2	/	Sans objet
récolement arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 20/10/2020, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités sur la gestion des eaux de ruissellement ont été mis en exergue lors de l'inspection. Cette thématique constitue l'un des enjeux principaux de la carrière compte-tenu de la zone karstique sur laquelle elle se situe. Une réflexion est à engager par l'exploitant afin de définir la méthode de gestion des eaux associée à la surface de la zone d'exploitation (à ce jour très étroite).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 15.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux sera entre les niveaux 830 m et 775 m NGF. La limite du terrain correspondant à la cote 830 m NGF sera piquetée sur le terrain. L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage figurant en annexe II.
Constats : L'exploitant est actuellement conforme à son phasage d'exploitation (fin de phase 3). La cote actuelle du carreau est de 797m NGF. L'ensemble du périmètre d'extraction et d'autorisation a été nouvellement reborné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement extérieures à la carrière seront collectées par un fossé situé en amont du carreau d'exploitation puis rejetées en aval de celui-ci au niveau des ravins d'Arnassols et du Torrès. Ce fossé sera régulièrement entretenu,
Constats : Aucun fossé n'est mis en place en périphérie du carreau d'exploitation afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée, sur lequel figurent : les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci, * les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, + Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; + les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, + la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus, + L'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le[s] borne[s] de nivellement, e les pistes et voies de circulation, + les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte... + les installations fixes de toute nature : ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux.Par ailleurs, exploitant établit et tient à jour un registre d'avancement des travaux permettant de repérer la date à laquelle une zone a été exploitée, par périodes qui ne seront pas supérieures à 6 mois.
Constats : Le plan transmis par l'exploitant date de novembre 2020. Certains éléments sont manquants notamment : la bande de 50m au delà du périmètre d'autorisation, les dates des relevés, les zones remises en état ainsi que le stockage de carburant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eau de découpe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux nécessaires à la lubrification du matériel de découpe sont utilisées en circuit fermé via vers un bassin de décantation étanche, de volume suffisant, placé en fond de carrière. Les boues issues du nettoyage de ce bassin sont stockées en fûts et éliminées régulièrement. Aucun additif particulier n'est ajouté à l'eau nécessaire à la lubrification du matériel de découpe utilisé sur le site,
Constats : La découpe des blocs de calcaire s'effectue par sciage à sec. Seuls les coussins permettant la séparation des blocs du massif nécessitent l'usage d'eau provenant du stockage aval du débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement issues des zones d'activités et de stockage de la carrière hors excavations seront collectées et transiteront vers un ou plusieurs bassin de décantation avant rejet au même ravin d'Arnassols et du Torrès. Les eaux de ruissellement en fond d'excavation seront collectées dans un bassin de décantation rendu étanche. Ce bassin sera cloisonné pour favoriser la décantation des fines. Un point de pompage permettra d'évacuer ces eaux vers le ou les bassins de décantation supérieurs. Les failles et fractures éventuellement recoupées par l'exploitation seront colmatées avec les blocs, argiles, et/ou béton afin d'obstruer tout orifice de circulation rapide vers la nappe. Un stock d'argile et de béton sera à demeure sur le site.
Constats : Il n'y a actuellement aucun bassin de décantation présent sur le site. Selon l'exploitant les eaux stagnent avant infiltration préférentiellement en pied de front à l'Ouest du Site sur la partie supérieure. Des recommandations ont été émises lors de l'étude hydrogéologique du 5 juillet 2021 sur la gestion des eaux de ruissellement du carreau d'exploitation. Ces recommandations ne sont à l'heure actuelle non mises en œuvre. L'exploitant indique colmater les failles de minime importance bien que cela ne soit pas retranscrit dans un registre.
Observations : Il est constaté, lors de l'inspection, un aven d'importance moyenne obturé grossièrement par des roches. Ce point particulier peut être à l'origine d'infiltration d'eau météoriques atteignant les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Qualité des eaux de la source

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2007, article 25.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : La surveillance de la qualité de l'eau de la source de La Mouline est renforcée par les dispositions suivantes : a- mesure supplémentaire de la turbidité au pas de 15 mn avec un appareillage adapté à la sensibilité souhaitée, à déterminer en accord avec le pisciculteur. Les mesures seront étalonnées 3 fois par an à partir d'échantillonnages choisis. L'exploitant tiendra à jour un registre d'activité sur la carrière permettant une corrélation avec ces mesures. b - analyses d'échantillons d'eau de la source trois fois par an pour déterminer la teneur en hydrocarbures (la carrière ne met pas en œuvre de produit particulier qui seraient à rechercher dans ces analyses. Les échantillons seront notamment prélevés après des orages estivaux suivant une longue période sans pluie. Les dates et heures de prélèvement seront déterminées à partir des résultats du traçage.
Constats : Il n'est pas procédé à l'analyse des eaux 3 fois par an comme prescrit (dernières analyses de mars et novembre 2021). Ont été analysés la température, le pH, la turbidité et les hydrocarbures. Les valeurs température, pH et hydrocarbures sont conformes aux valeurs définies dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. En revanche, il n'existe aucune conclusion sur la mesure de la turbidité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : récolement arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/10/2020, article 1
Thème(s) : Autre, récolement arrêté préfectoral de mise en demeure
Prescription contrôlée : La Société SAS GRANIER est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1, 15.3.1 et 15.3.4 immédiatement à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">- en respectant la surface en exploitation de carrière,- en préservant les zones de pelouses calcicoles et de chênes pubescents présentes.
Constats : L'inspection a constaté que les zones de stockage en dehors des périmètres autorisés ont été évacués. L'exploitant a remis une expertise écologique avec des propositions pour palier à la destruction des pelouses calcicoles et des chênes pubescents lors du stockage non autorisé des matériaux sur ces derniers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : récolement arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/10/2020, article 2
Thème(s) : Autre, récolement arrêté préfectoral de mise en demeure
Prescription contrôlée : La Société SAS GRANIER est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1, 11 et 12, dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">- en faisant évacuer le stock présent en dehors du périmètre autorisé,- en complétant le bornage sur l'ensemble du périmètre d'autorisation,- en complétant le piquetage sur l'ensemble du périmètre d'extraction.
Constats : L'inspection a constaté en date du 2 avril 2021 que : <ul style="list-style-type: none">- la zone de stockage en dehors du périmètre autorisé a été évacuée,- le bornage a été réalisé et,- le piquetage a été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : récolement arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/10/2020, article 3
Thème(s) : Autre, récolement arrêté préfectoral de mise en demeure
Prescription contrôlée : La Société SAS GRANIER est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1, 15.3.1, 15.3.4, 25.1 et 25.2, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté en régularisant - compte-tenu des enjeux environnementaux notamment naturalistes et hydro-géologiques - la situation des zones de stockage, des zones naturelles à préserver, des zones d'entretien/ravitaillement/stationnement et de stockage de produits susceptibles de créer une pollution. Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants : - dans un délai de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté : en transmettant une étude basée sur une expertise écologique et un avis hydrogéologique proposant des mesures visant à retrouver un état écologique équivalent à celui initial et visant à définir les conditions des activités autre que l'extraction (stockage, prévention des pollutions accidentelles...) prenant en compte les enjeux notamment naturalistes et hydrogéologiques. Le coût de chaque mesure est chiffré. - dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté : en déposant en Préfecture un dossier de porter à connaissance proposant les mesures retenues, un échéancier de travaux et, pour le volet écologique, un échéancier de suivi.
Constats : Les études écologiques et hydrogéologiques ont été transmises le 18 février 2021. Le porter-à-connaissance intégrant a été déposé le 6 septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet